

L'ÉDUCATION

LA HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ DANS LES UNIVERSITÉS DE COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, la semaine dernière, le président de l'Université de la Colombie-Britannique a démissionné pour protester contre la politique contraire à l'éducation que pratique le gouvernement de la province. Le 1^{er} avril prochain, les frais de scolarité des étudiants de l'université vont augmenter en moyenne de 10 p. 100, ce qui s'ajoute à une hausse de 33 p. 100 décrétée l'an dernier.

La province ne met plus de subventions à la disposition des étudiants nécessiteux, ce qui les oblige à s'endetter davantage pendant que la quête d'un emploi est de plus en plus difficile.

Hier, à l'occasion d'un budget qu'ils ont qualifié de budget de relance, les « nullités » de Victoria ont encore réduit de 5 p. 100 les crédits aux universités. Selon le rapport Johnson sur le financement par le fédéral de l'éducation postsecondaire, le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique a réduit de 25 p. 100 depuis 1977-1978 sa participation au financement de l'enseignement postsecondaire, ce qui en fait le pire délinquant de toutes les provinces.

L'instruction ne peut être considérée comme un luxe pour une petite élite qui a les moyens de se l'offrir. L'éducation postsecondaire est essentielle non seulement pour les jeunes, mais aussi pour toutes nos provinces et notre pays, si nous voulons pouvoir faire face à l'ordre économique de demain. Le secrétaire d'État (M. McLean) et le gouvernement doivent protéger la participation fédérale à l'enseignement postsecondaire en Colombie-Britannique. Il ne suffit pas de consulter . . .

M. le Président: Je dois interrompre le député car son temps de parole est terminé.

* * *

[Français]

LES RELATIONS INTERNATIONALES

LA VISITE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Clément M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, je tiens à souligner en cette Chambre l'importance que représente pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes la visite du président des États-Unis, M. Reagan, à Québec en fin de semaine.

Cette visite à Québec démontre clairement à nos voisins du Sud qu'il y a véritablement, depuis le 4 septembre dernier, un vrai gouvernement canadien qui inclut dix provinces et comprend toutes les cultures. Le fait que le gouvernement précédent n'ait jamais réussi à créer cette unité de toutes les régions a grandement nui à notre développement économique.

En traitant toutes les régions comme faisant partie de la nation, le gouvernement actuel fait en sorte que notre pays conservera sa place sur la scène internationale et favorisera les investissements chez nous. Il nous est permis d'espérer que cette visite engendrera des résultats positifs pour l'avenir et la prospérité de notre pays et de tous ses citoyens.

Questions orales

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LE MAINTIEN DU POSTE CBG GANDER

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, la société Radio-Canada a annoncé aujourd'hui qu'elle annulait une de ses mesures de compression. En effet, dans une déclaration publique cet après-midi, Radio-Canada a déclaré que le poste CBG Gander resterait ouvert.

Des voix: Bravo!

M. Baker: Monsieur le Président, je tiens à signaler à la Chambre que mon intervention auprès du CRTC n'a maintenant plus d'objet et que les poursuites fondées sur des arguments constitutionnels seront abandonnées. C'est le maire adjoint de Gander, M. Winston Baker, mon frère, soit dit en passant, qui s'occupait de préparer ces causes.

Monsieur le Président, étant donné que Radio-Canada est revenu sur sa décision, je tiens à remercier les nombreuses personnes qui ont signé des pétitions, les centaines d'autres qui ont écrit à ce propos et j'en profite pour féliciter le conseil de ville de Gander, le maire, les joueurs d'Avignon et l'ancienne ainsi que la nouvelle direction de Radio-Canada, surtout M. Cliff Hierlihy. Je tiens à exprimer ma gratitude au secrétaire parlementaire du ministre des Communications, le député de Hamilton-Wentworth (M. Scott), au député d'Edmonton-Sud (M. Edwards), au ministre de la Justice (M. Crosbie) et à ses collaborateurs.

[Français]

. . . et pour le ministre, monsieur le Président, je suis heureux de vous apprendre que CBG est maintenant revenu en ondes.

● (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CANADA-ÉTATS-UNIS—L'ACCÈS AUX MARCHÉS AMÉRICAINS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au premier ministre (M. Mulroney) qui rentre de Moscou . . .

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): . . . où il a représenté le peuple canadien aux funérailles nationales qui s'y sont déroulées. Avant de parler de l'entretien de deux heures qu'il aura en fin de semaine avec le président des États-Unis, je dois dire, en passant, que nous sommes heureux que les otages aient été libérés à la prison de Kingston et que nous espérons obtenir en temps opportun un rapport du solliciteur général sur cette affaire.

Monsieur le Président, les journalistes ont été informés hier de l'ordre du jour de la réunion qui doit durer deux heures en fin de semaine, et on les a mis au courant des objectifs du gouvernement canadien, sous la direction du premier ministre. Cependant, le Parlement est laissé dans l'ignorance. On ne nous a pas communiqué cet ordre du jour. C'est pourquoi je voudrais que le premier ministre nous dise ce qu'il entend accomplir, surtout en matière de commerce. Va-t-il demander